



Hebdomadaire  
Paraît le vendredi  
N° 3020  
19 juin 2026  
1,50 € • DOM: 2€



**Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!**

# **LUTTE** **OUVRIÈRE**

**UNION COMMUNISTE (trotskyste)**

**Le journal  
d'Arlette Laguiller**



OMAR AL-QATTAA AFP

Après les bombardements israéliens qui ont tué dix Palestiniens dans la ville de Gaza le 28 mai.

**Arrêts maladie**  
**Limitations  
scandaleuses**  
Page 3

**Armement**  
**Les marchands de  
mort tiennent Salon**  
Page 4

**SpaceX**  
**Les capitalistes  
s'envoient en l'air**  
Page 10

**Leur société**

- Hausse des prix : les travailleurs n'ont pas à payer l'inflation 3
- Arrêts maladie : des limitations scandaleuses 3
- Nathalie Arthaud : "Nous ne sommes pas condamnés au capitalisme" 3
- Glucksmann : bientôt en campagne... militaire 4
- Eurosatory : la mort est leur métier 4
- G7 : du grand cinéma à Évian 4
- Relaxe pour Anasse Kazib et son coaccusé ! 4
- Lyhanna : une société qui écrase les faibles 5
- Grenoble : écoles à l'abandon 5
- Santé : de dépassement en dépassement 5
- Fonction publique : la précarité au quotidien 6
- Polytechnique : les futurs cadres se rebiffent 6
- Prime carburant : "grands rouleurs", grands roulés 6
- SFR : Monopoly des télécoms 7
- Cancer : une maladie sociale 7
- Nantes Métropole : des promoteurs immobiliers choyés 7
- Des élèves laissés en plan ! 7

**Dans le monde**

- Iran - États-Unis : Trump recule, les destructions restent 8
- Israël-Liban : pas de trêve pour la guerre 8
- Afrique du Sud : à l'heure des campagnes racistes 9
- Irlande du Nord : les émeutes xénophobes attisées par l'extrême droite 9
- SpaceX : les capitalistes s'envoient en l'air 10
- Anthropic : la guerre de l'IA 10
- Nos lecteurs écrivent : Habemus progressistum papam 10
- Mondial de Football : du racisme et de l'exclusion 16
- Pas de politique... sauf pour les puissants 16
- Mexique : manifestations à l'occasion de la Coupe 16

**Dans les entreprises**

- Air France - Roissy 11
- CSE d'Aéroports de Paris 11
- SCAF : chronique d'une mort annoncée 11
- Renault Villiers-Saint-Frédéric 12
- Profits de guerre en vue 12
- Dumarey - Bouthéon 12
- Arcelor 13
- SNCF - Orléans 13
- SNCF - Paris-Clermont-Ferrand 13
- Région Hauts-de-France 13
- Iveco Bus - Annonay 14
- Toray Film 14
- Hôpital psychiatrique Saint-Egrève 15
- Lidl 15

**Agenda**

- Cercle Léon Trotsky 3
- Fête régionale à Limoges 3

# Trump, G7 : les agents du chaos

Que les choses sont bien huilées ! Juste avant de fêter ses 80 ans et de transformer le jardin de la Maison Blanche en salle de MMA, Trump, triomphant, a annoncé avoir trouvé un protocole d'accord avec l'Iran.

*« J'autorise pleinement la réouverture du détroit d'Ormuz sans droits de passage et, parallèlement, la levée immédiate du blocus naval américain. Navires du monde entier, mettez les moteurs en marche. Que le pétrole coule à flots ! »*, a écrit Donald Trump dans un message sur son réseau Truth Social, comme s'il était le maître du monde.

Cette mise en scène est d'autant plus répugnante que ce pétrole a plus que jamais l'odeur du sang des Palestiniens, des Libanais et des Iraniens.

En réalité, les États-Unis enregistrent un revers cinglant car ils ne sont précisément ni les maîtres incontestés du Moyen-Orient ni les maîtres du détroit d'Ormuz. Le régime iranien a démontré sa capacité à résister et à imposer ses propres conditions. On ne sait d'ailleurs pas quelle est la teneur exacte du protocole d'accord.

Les États-Unis et l'Iran sont surtout d'accord pour arrêter les frais de cette guerre qui coûte si cher aux uns et aux autres. Et peut-être se sont-ils mis d'accord sur la liste... de leurs désaccords, reportés à des négociations ultérieures !

Le fait est que la première puissance mondiale ne peut pas soumettre les peuples comme elle le veut, ni piller comme elle le veut toute une région. Et cela ne peut que nous réjouir car la domination de l'impérialisme coûte cher à tous les peuples.

Après avoir soutenu la fuite en avant génocidaire de l'État d'Israël, après avoir lui-même embrasé le Moyen-Orient en bombardant l'Iran, Trump promet *« paix et sécurité à toute la région »*. Comme si la paix pouvait se construire sur une montagne de cadavres et de destructions ! Comme si elle pouvait aller de pair avec la colonisation de la Cisjordanie, l'occupation militaire et la politique de terreur de l'État israélien !

Si un accord donnait lieu à un véritable cessez-le-feu, ce serait évidemment un soulagement pour tous les peuples de la région qui ont tant à faire pour panser leurs plaies et reconstruire de quoi retrouver une vie supportable. Mais la poudrière qu'est le Moyen-Orient n'a fait que se

charger de plus de matériel explosif.

Sur le terrain économique, beaucoup annoncent la fin du cauchemar car la vague inflationniste serait endiguée par la réouverture du détroit d'Ormuz. C'est encore à voir ! Les cours du pétrole ont baissé mais les hausses enregistrées ces derniers mois continuent de se répandre tel un poison lent dans tous les secteurs de l'économie. Les pénuries d'engrais, c'est certain, vont provoquer une crise alimentaire majeure dont les effets seront ressentis partout, avec d'importantes répercussions sur les autres secteurs.

D'autres bombes à retardement menacent l'économie. La dette des États en est une. Elle a bondi au cours de cette crise et va continuer de gonfler parce que les taux d'intérêt ont augmenté et parce que tous les États s'endettent pour acheter missiles, drones, avions de chasse...

Une autre menace est la folie spéculative autour de l'intelligence artificielle. En faisant entrer en Bourse sa société SpaceX, Elon Musk a attiré des dizaines de milliards de dollars de capitaux, lui permettant de devenir le premier « milliardaire » de l'histoire, un milliardaire dont la fortune dépasse les 1 000 milliards.

C'est d'autant plus révoltant que cet argent provient de notre travail à tous, travail dont le fruit est capté par les grands financiers. Travailler plus, produire plus et dégager plus de profits ne fait pas plus d'argent pour les salaires, les retraites, la santé, ni pour les investissements utiles. Cela fait plus de milliards engloutis dans les coups boursiers et les fortunes d'une toute petite minorité. Et cela nous rapproche d'un nouveau krach.

Voilà le monde que nous organisent les chefs d'État qui se sont réunis à Évian dans le cadre du G7 ! Les regarder se congratuler, satisfaits d'eux-mêmes, et parler au nom des peuples est insupportable.

Réunis autour d'un Trump qui ne manquera pas de faire le show, ces dirigeants feront mine de s'entendre alors qu'ils sont à couteaux tirés. Alors que le monde est marqué par des relations économiques tendues et guerrières, sans autre principe que la loi du plus riche et du mieux armé. Ils ne peuvent pas mettre de l'ordre dans le chaos, ils en sont les principaux agents !

Nathalie Arthaud



Photographie officielle du G7 à Évian le 16 juin 2026.

## Prix : les travailleurs n'ont pas à payer l'inflation

Malgré la légère baisse récente, la hausse du prix des produits pétroliers, depuis le début de la guerre contre l'Iran, a entraîné une hausse dans tous les secteurs, comme le constatent chaque jour les travailleurs et comme vient de l'annoncer l'Insee, qui a estimé l'inflation à 2,4 % sur un an.

En plus du prix du gasoil, qui a flambé de 40 %, celui du gaz a augmenté de 13 %. Il en est de même dans les communications, où les forfaits d'abonnement de téléphone portable ont bondi de 40 %. À croire qu'ils fonctionnent au gasoil ! Pour le transport aérien, les prix augmenteraient de 7 %, ceux de la viande de 2,9 %, après 3,6 % l'année précédente.

Dans la réalité, c'est certainement beaucoup plus, car les chiffres de l'Insee minorent toujours l'inflation réelle. De plus, les collectivités locales et l'État, qui consacrent toujours plus d'argent à financer le grand patronat, ne cessent de diminuer leurs dépenses pour la santé, l'éducation et les transports. Les travailleurs doivent payer eux-mêmes la différence, par exemple

en dépensant plus d'argent dans les médicaments et les mutuelles.

Mais les patrons, surtout les plus gros, ne pâtissent pas de la même façon de la hausse des prix de l'énergie imposée par des trusts comme TotalEnergies. Face à la hausse de leurs dépenses, ils ont ainsi augmenté leurs prix de vente. Et bien souvent, ils en ont même profité, eux aussi, pour faire flamber leurs profits en augmentant leurs marges au passage. Ils contribuent donc, à leur niveau, à amplifier l'inflation.

Les travailleurs, qui sont au bout de la chaîne, sont donc les

principales victimes de la flambée des prix de l'énergie et de celle des profits qui va avec.

Le moyen simple d'enrayer la spirale de l'appauvrissement, serait de prendre sur ces profits pour imposer une augmentation massive des salaires. Ils doivent non seulement rattraper ce qu'ils ont perdu mais aussi suivre l'augmentation réelle des prix et pas seulement la hausse officielle.

Arnaud Louvet



## Nathalie Arthaud : "Nous ne sommes pas condamnés au capitalisme"

Dimanche 14 juin, la fête régionale de Lutte ouvrière Marseille s'est tenue, sous le soleil, dans le parc de Valabre, à Gardanne.

Nathalie Arthaud a animé un débat sur la situation mondiale et nationale, au cours duquel elle a rappelé le sens de sa candidature à l'élection présidentielle de 2027.

Contrairement à tous les candidats déclarés ou supposés, Nathalie affirme qu'il faut renverser cette société capitaliste qui n'offre plus aucune perspective à l'humanité. Car

c'est pour les intérêts de cette classe capitaliste que les conflits pour le contrôle des routes commerciales et des matières premières stratégiques ensanglantent la planète et que la folie spéculatrice menace l'économie mondiale d'un krach. Même les crises climatiques qui se répètent et les canicules qui s'enchaînent découlent d'une économie qui repose sur

l'exploitation des hommes et de toutes les ressources de la planète, pour le profit à court terme.

Dans cette période de crise et de guerres, le grand patronat est plus que jamais à l'offensive pour imposer que toutes les ressources de l'État aillent à la défense de ses intérêts. La discussion actuelle sur le budget, les rengaines contre les dépenses sociales qui seraient trop élevées, ou le nombre d'arrêts maladie trop grand et les congés trop longs, etc.,

## Arrêts maladie : des limitations scandaleuses

Le 13 juin, le *Journal officiel* a publié un décret limitant la durée des arrêts de travail. Le premier arrêt sera plafonné à trente et un jours, le suivant à soixante-deux jours, sauf exception selon l'état du malade, et ce dès septembre 2026.

Pour tenter de culpabiliser les travailleurs et d'imprimer dans la tête de chacun cette mesure aberrante et purement comptable, le gouvernement, et la presse à son service, ne parlent plus que d'arrêts de travail « injustifiés » ou « abusifs », qu'il faudrait supprimer. Un avis de « spécialistes » du délabrement du système de santé !

Décréter la chasse aux arrêts, après la baisse des indemnités journalières en 2025, est une énième tentative pour trouver des boucs émissaires. Le nombre d'arrêts de travail augmente ? Peut-être, mais le recul de l'âge de la retraite pour les plus âgés, l'intensification du travail, la précarisation des plus jeunes condamnés aux contrats courts font des ravages. Les travailleurs le vivent. Chercheurs, médecins, syndicats ou services de statistiques des assureurs, et même celui du ministère de la Santé,

cités par la presse, le rappellent. Certains ajoutent que la « fraude » est souvent celle de patrons, qui transforment un arrêt pour accident du travail en arrêt maladie pour éviter de payer ce qu'ils doivent.

« Ça coûte 18 milliards d'euros à la Sécurité sociale et ça augmente d'un milliard d'euros par an, donc les enjeux sont considérables », a affirmé en avril le ministre du Travail.

Oui, améliorer la santé des travailleurs, supprimer les risques liés aux conditions de travail, à la manipulation de matières toxiques comme l'amiante, travailler moins et moins longtemps, tout cela serait un enjeu considérable, qu'il faudrait évidemment financer.

Et justement l'argent est là, dans les coffres du patronat et sur les comptes des quelques milliardaires vedettes.

Sylvie Maréchal



en donnent la mesure.

La campagne de Nathalie Arthaud est aussi l'occasion d'affirmer qu'il n'y aura pas d'avancée significative pour les travailleurs sans qu'ils s'affrontent réellement à ce grand patronat, pour lui ôter son pouvoir de nuisance. C'est un combat que personne ne mènera à leur place, pas même les candidats qui prétendent que le vote pour eux changera la vie. Les lois du capitalisme auront toujours le

dernier mot si on se contente de changer de politique sans en finir avec le système lui-même.

Les travailleurs sont à l'origine de l'accumulation de milliards de profits captés par une minorité capitaliste au sommet de la société. Par leur nombre et leur place dans la production, ils ont le pouvoir de contester sa domination et de revendiquer la direction de la société.

Nadia Cantale

**Cercle Léon Trotsky**  
1936 en France : crise, sursaut ouvrier et marche à la guerre

Samedi 20 juin à 15 heures

Théâtre de la Mutualité

24, rue Saint-Victor, Paris 5<sup>e</sup>, Métro Maubert-Mutualité

(Participation aux frais : 3 euros)

**Fête de Lutte ouvrière**

Limoges

Samedi 27 juin

à partir de 15 heures

Salle Marcel-Proust

6, allée Marcel-Proust

Ligne de bus 10 - Beaubreuil

## Glucksmann: bientôt en campagne... militaire

Raphaël Glucksmann a tenu son premier grand meeting en banlieue parisienne, à Aubervilliers, samedi 13 juin.

Il aurait regroupé entre trois et quatre mille personnes selon les organisateurs, loin des 26 000 que Jean-Luc Mélenchon dit avoir rassemblés une semaine avant.

Fin 2018, Glucksmann avait créé son parti, Place publique, en s'affirmant pro-européen face aux courants souverainistes. Cette fois, il a expliqué que son combat est « la souveraineté », osant même dire, sans

scrupule, qu'il n'a « jamais compris la gêne de la gauche » avec « le patriotisme ». « Nous allons célébrer la fierté française et reprendre la flamme nationale des mains d'un parti qui l'usurpe », a-t-il dit, comprenez le Rassemblement national. Et d'ajouter : « Nous serons le camp du patriotisme dans cette élection », puis, se rappelant qu'il se revendique tout de même de la gauche, il complète : « pas celui de la xénophobie

qui enferme et rabaisse ».

Si, contrairement au RN et à l'extrême droite en général, Glucksmann ne vise pas explicitement les travailleurs maghrébins ou africains, il tient à montrer du doigt la Chine ainsi que la Russie. Mettant Trump, Xi Jinping et Poutine dans le même panier, il ajoute de l'eau au moulin de la propagande antichinoise et antirusse.

Quand la guerre entre la Russie et l'Ukraine a été déclenchée, Glucksmann est devenu un des hommes politiques français les plus va-t-en-guerre. Il y a deux



ans, lors d'une interview sur ce sujet sur BFMTV, il expliquait qu'il trouvait scandaleux que « nous ne soyons toujours pas passés en mode d'économie de guerre ». Face aux hausses successives et considérables du budget de l'armée, il a soutenu les choix de Macron et a même fait de la surenchère. On comprend d'ailleurs pourquoi, lors de son meeting, il a tenu à dire

à son public qu'il ne voulait pas que les noms de Gabriel Attal ou d'Édouard Philippe soient hués.

Glucksmann sera peut-être le candidat de la gauche et des écologistes à la prochaine élection présidentielle, c'est ce qu'il prétend vouloir être. On sait alors quelle sera la couleur de son drapeau : kaki.

Pierre Royan

## Eurosatory: la mort est leur métier

Le Salon de l'armement Eurosatory 2026, qui se tenait du 15 au 19 juin à Villepinte, en Seine-Saint-Denis, a illustré la course au réarmement qui agite toute la planète, une frénésie allant de pair avec la multiplication des conflits meurtriers.

2 600 industriels issus de 93 pays y ont exposé leurs engins de mort. Ils tirent profit du fait que, en 2025, les dépenses mondiales d'armement ont atteint 2 880 milliards de dollars, 500 de plus qu'en 2024. Les industriels français comme Thales, Safran, MDBA et Dassault y ont eu une place de choix. Drones et systèmes antidrones, chars d'assaut, pièces d'artillerie et missiles de toutes sortes y ont été présentés. L'argument préféré des vendeurs est de pouvoir proposer des équipements « testés au combat » sur les champs de bataille, et ceux-ci ne manquent pas, de l'Ukraine au Moyen-Orient. Tout juste s'ils n'affichaient pas le nombre de morts faits par leurs produits.

Les guerres qui ravagent la planète ont été pour ces

industriels de l'armement une opportunité de vendre mais aussi de perfectionner en permanence leurs technologies, et ils sont venus à Villepinte pour en tirer profit. Les systèmes d'intelligence artificielle équipant les drones, de plus en plus performants, ont été à l'honneur. Pour les populations d'Ukraine, c'est « la mort qui vient du ciel », mais pour les fabricants il s'agit uniquement d'un créneau commercial sur lequel ils se livrent une concurrence féroce à l'échelle internationale.

L'industrie d'armement ukrainienne est mise en valeur. Les industriels de ce pays ont fait de leur faiblesse initiale un atout majeur en produisant à moindre coût des armes capables d'anéantir celles de l'adversaire. « Nous détruisons des équipements

coûtant des millions de dollars avec des drones à 2 000 euros pièce », se vante le fondateur de l'entreprise ukrainienne TAF Industries. Ses clients pourront ainsi semer la mort et faire subir à la population de leurs ennemis les horreurs qu'a subies l'Ukraine.

L'armée française, pour sa part, n'a pas manqué de déléguer ses généraux pour semer encore un peu plus l'inquiétude et contribuer ainsi à ce que les profits militaires ne se tarissent pas. « La probabilité d'un choc à l'Est face à la Russie est de plus en plus forte », a ainsi déclaré le général Montenon, qui dirige l'armée de terre. Toute cette débauche d'engins pouvant franchir des milliers, voire des dizaines de milliers de kilomètres était d'ailleurs placée sous le signe de l'hypocrisie la plus totale. Les équipements présentés au Salon seraient uniquement défensifs. Comme si tous les auteurs de guerre avaient jamais revendiqué autre chose que le fait de se défendre.

Daniel Mescla

## G7: du grand cinéma à Évian



Le lac d'Évian-les-Bains sous haute surveillance lors du G7.

Le sommet du G7 a réuni du 15 au 17 juin les représentants de sept puissances impérialistes au bord du lac Léman.

Il a été une occasion de plus pour Macron de se faire valoir en accueillant les chefs d'État invités, dont Trump. Mais le sommet a aussi été une contrainte pour les habitants, obligés de vivre une dizaine de jours dans une ville en état de siège.

Les forces de police ont quadrillé cette petite ville thermale de 9 000 habitants, doublant leur nombre pour un temps. Aux 7 000 policiers et 6 000 gendarmes quadrillant les zones à sécuriser, s'ajoutaient 830 personnes contrôlant les frontières, 900 militaires surveillant la terre et le ciel, une trentaine d'embarcations sur le lac, etc. Il était indispensable d'avoir un passe pour traverser Évian, dont certaines zones furent même interdites à toute circulation. Impossible aussi de prendre le train ou le bateau pour aller au travail,

des lycéens ont dû passer leur bac dans la ville voisine de Thonon-les-Bains sous escorte policière, des commerçants ont fermé boutique faute de clients, etc.

Toute cette mise en scène ne vise qu'à l'affichage des grands de ce monde, c'est le seul sens de ce sommet annuel. Les bonnes paroles sur « un monde plus juste » ou « le combat contre la faim dans le monde » n'y manquent jamais, mais les discussions risquant de déplaire ont été évacuées: ainsi, pour ne pas fâcher Trump, on ne devait parler ni du climat ni du genre; étaient aussi bannies les discussions sur la taxation des plus riches et des multinationales, dont ces nations présentes, les plus favorisées du monde, ne veulent pas entendre parler, etc.

Le sort des plus pauvres n'est en général pas au menu des puissants.

Marianne Lamiral

## Relaxe pour Anasse Kazib et son coaccusé !

Anasse Kazib, ainsi qu'un autre membre du groupe Révolution permanente, journaliste, doivent passer en procès pour leur dénonciation des massacres perpétrés par l'armée israélienne et leur soutien à la population palestinienne. Il

y a un an, en réponse à une première mobilisation devant le tribunal, celui-ci avait reporté l'audience prévue. Le 25 juin, lors du nouveau procès, il faut que la mobilisation soit à nouveau au rendez-vous.

Lutte ouvrière partici-

pera à ce rassemblement et apportera son soutien à Anasse Kazib et au journaliste de Révolution permanente qui est aussi appelé à comparaître.

**Jeudi 25 juin à 11 heures sur le parvis du tribunal de Paris, porte de Clichy.**

## Lyhanna : une société qui écrase les faibles

Après le meurtre de Lyhanna, de nouvelles manifestations se sont déroulées encore lundi 15 juin dans plusieurs grandes villes, regroupant des centaines de personnes, appelant notamment au vote d'une « loi intégrale » de protection des femmes et des enfants.

« 160 000 enfants [victimes chaque année de violences sexuelles]. Que faites-vous ? » affichait une participante, au sein de la manifestation parisienne qui comprenait, une observatrice le notait avec soulagement, un tiers d'hommes. Après sa première réaction pleine de mépris pour la population comme pour les juges et magistrats, Macron a fini par admettre du bout des lèvres qu'il faudra « peut-être ajouter des moyens ça et là », et Lecornu a reçu une délégation de députés au sujet de la « loi intégrale », déposée depuis des mois et pas encore examinée, mais dont le coût pourrait avoisiner 3 milliards d'euros. À comparer aux 436 milliards programmés pour les dépenses militaires d'ici 2030.

On ne peut qu'être révolté par l'incapacité de l'État

à protéger les enfants et les femmes face aux violences sexuelles, aux viols et même aux meurtres. La demande d'une loi réellement appliquée, ainsi que le souhaitent 300 000 signataires d'une pétition, est bien compréhensible. Ils souhaitent bien sûr qu'elle s'accompagne de suffisamment de moyens humains et donc financiers. Il doit s'agir ici de moyens judiciaires et policiers, sachant que la police et la justice de l'État de la bourgeoisie sont davantage formés à la répression. Il s'agit aussi d'un accompagnement réel des victimes, en termes de logement, d'aides multiples et d'autonomie financière.

Mais, et les statistiques le démontrent, malheur aux plus faibles dans cette société où ceux qui détiennent la puissance sont rois, qu'il s'agisse de milliardaires, de

patrons, de chefs de bureau, de vedettes du cinéma ou de la chanson, de pères ou de conjoints. L'État, quoiqu'il accumule les lois censées protéger l'individu, ne protège réellement que ceux pour qui les lois sont faites, et la facilité déconcertante avec laquelle les capitalistes ferment des entreprises et mettent à la rue des milliers de salariés en est une preuve.

Faut-il, par ailleurs, s'étonner que, dans une société humaine où les valeurs mises en avant sont l'argent, le luxe, la domination sociale, la réussite individuelle mesurée par le nombre de milliards, de châteaux et de yachts, la prédation du fort contre le faible soit implicitement encouragée ? Lyhanna est la victime – présumée – d'un grand malade que la société n'a pas su, n'a pas voulu détecter. Avant elle, d'autres enfants ont vu leur vie détruite par ceux qui détenaient un pouvoir, famille, curés, éducateurs... Mais, ne serait-ce que pour leur enseigner leurs droits d'individu



Rassemblement devant le Palais de justice de Grenoble.

à part entière, quelles infirmières scolaires, quels professeurs, peuvent appeler un chat un chat dans des séances d'éducation sexuelle que des associations religieuses ou d'extrême droite se sont empressées de dénoncer ? Quant à la famille, même si elle semble souvent un refuge, dont les enfants de l'ASE, par exemple, sont privés, chacun sait qu'elle abrite la majorité des agresseurs d'enfants et de femmes.

Pour creuser encore, quels recours existe-t-il pour les futurs agresseurs potentiels,

se sentant déviants, pour qu'ils appellent à l'aide avant de passer à l'acte ? Pour que l'entourage ne se contente pas de fermer les yeux par crainte du scandale, voire ne se borne pas à protéger les enfants mais à contraindre les malades à se soigner ?

Pour se débarrasser de crimes comme celui subi par Lyhanna, il faudra changer cette société, et cela ne pourra résulter que d'un combat collectif mené par la population.

Viviane Lafont

## Grenoble : écoles à l'abandon

Mardi 9 juin à Grenoble, enseignants, AESH et parents d'élèves se sont mobilisés pour apporter leur soutien à l'école du Lac, dans le quartier de la Villeneuve, et l'école Anatole-France, dans le quartier Mistral, dont une partie du personnel, épuisé, est en accident de service.

Dans cette dernière école, la situation s'est encore dégradée après une fusillade le 26 mai, due au narcotraffic, qui a fait un mort et quatre blessés. Six enfants ont été témoins directs... et le personnel sur place a dû se débrouiller les jours suivants sans moyens supplémentaires avec des enfants traumatisés, des familles apeurées. La cellule d'urgence

médico-psy sollicitée (CUMP), n'est finalement pas venue, proposant une sensibilisation en octobre.

Lors du rassemblement, des parents d'élèves ont dénoncé les remplacements mal assurés, le fait que les enfants n'ont donc pas régulièrement école, que les maîtresses sont parfois obligées de prendre deux classes en même temps. Tous

dénoncent des locaux dégradés et le grand manque de moyens. De plus, ces écoles vont être touchées prochainement par des fermetures de classes ! Elles accueillent les populations les plus précaires du département et sont quotidiennement confrontées à la grande pauvreté, à l'alimentation insuffisante, à l'exclusion sociale, aux difficultés de logement et d'accès aux soins. Pour les enfants en situation de handicap, il manque des heures d'AESH par dizaines et beaucoup attendent des mois, voire des années, avant d'obtenir des places dans des structures spécialisées.

Cela n'empêchera pas les Retailleau, Bardella et Le Pen de vomir leur venin sur les parents prétendument incapables d'élever correctement leurs enfants ! Alors, enseignants, AESH, parents d'élèves ne se résignent pas à l'abandon. Depuis des mois, ils alertent les autorités, font des grèves et la mobilisation doit se poursuivre sans relâche.

Correspondant LO

## Santé : de dépassement en dépassement

Le Haut conseil pour l'avenir de l'Assurance maladie tire la sonnette d'alarme : le montant des dépassements d'honoraires pourrait doubler d'ici 2040. Il passerait de 4,7 milliards en 2025 à 10 milliards.

Déjà, pour le moindre scanner, le patient peut avoir un reste à charge de 80 euros, pour une opération de l'épaule cela peut monter à 1 200 euros, pour une prothèse de hanche 700 euros. Et nombre de mutuelles ne veulent pas les rembourser.

De nombreux jeunes médecins spécialistes préfèrent maintenant exercer en secteur 2, c'est-à-dire en pratiquant ces dépassements, faisant valoir que le tarif de la consultation stagne depuis des années. Mais certains en profitent aussi : ces dépassements peuvent parfois varier

du simple au double. Par conséquent, pour une grande partie de la population, ces soins aux tarifs exorbitants deviennent inaccessibles et souvent ce sont ceux qui en ont le plus besoin qui y renoncent faute d'argent. Mais le gouvernement ne veut pas s'aliéner les médecins spécialistes en limitant le montant des dépassements sans même pour autant envisager de les rembourser intégralement.

L'inégalité devant l'accès aux soins ne fait que grandir, la médecine est bien à deux vitesses.

Aline Urbain



## Fonction publique : la précarité au quotidien

Agent d'entretien dans un lycée ou un hôpital public, secrétaire de mairie, enseignants... de plus en plus de travailleurs de la fonction publique sont des travailleurs précaires.

Une Atsem (agent territorial spécialisée dans les écoles maternelles) arrive à 8 heures à l'école où elle est assignée. Elle doit préparer la classe, accueillir les élèves, mettre en place les ateliers sur les tables, accompagner des élèves aux toilettes, les servir à la cantine, débarrasser les tables et enfin, après tout cela, elle a droit à une pause de 20 minutes. Il lui faut ensuite surveiller la sieste, encadrer l'activité motricité, accueillir les parents au portail de l'école, faire le ménage.

Puis peut arriver la douche froide de fin de journée, que de nombreux travailleurs de la fonction publique connaissent car, comme dans le privé, le recours aux emplois précaires s'est massifié : c'est

l'entretien avec la responsable de la mairie, qui lui annonce que son contrat ne sera pas renouvelé l'année suivante.

Que ce soit dans les administrations d'État, la fonction territoriale (municipalité, département, région) ou à l'hôpital, l'embauche de travailleurs contractuels pour faire tourner les services est devenue la règle. Comme le signale le rapport de la Cour des comptes de juin, ils représentent actuellement 77% des embauches. Si bien qu'un travailleur de la fonction publique sur quatre a signé un contrat et n'est donc pas fonctionnaire.

Précariser les emplois dans la fonction publique est une politique de l'État. Entre 2011 et 2023, le nombre de contractuels a augmenté de 39% dans les

hôpitaux, de 46% dans les administrations d'État et de 25% dans la fonction territoriale. Faire payer aux travailleurs le poids des économies budgétaires est un choix assumé. En effet ces travailleurs sont moins bien rémunérés. De plus, l'État peut jouer sur l'enveloppe budgétaire allouée aux collectivités territoriales, les laissant se débrouiller pour faire tourner les services sans forcément avoir les moyens de rémunérer les contractuels nécessaires. C'est ainsi que, cette année scolaire encore, des enseignants contractuels de plusieurs académies ont vu leur contrat non renouvelé à la veille de petites vacances scolaires, faute de budget pour les rémunérer. Pourtant les élèves n'avaient pas, quant à eux, disparu au cours de l'année!

De tels contrats sont en général, notamment dans l'Éducation, des CDD de trois mois ou d'un an dont le renouvellement se fait parfois de la veille pour le lendemain. Quand le CDD est prolongé, il faut qu'émaner un avenant au contrat, si bien que la nouvelle période de travail peut commencer sans qu'il ait été signé. Ce sont aussi des emplois mal payés, des emplois à temps partiel qui obligent à en cumuler plusieurs pour pouvoir s'en sortir. La débrouille sur fond d'insécurité permanente est ainsi devenue le lot quotidien pour 1,36 million de travailleurs contractuels de la fonction publique.

Joséphine Sina



Manifestation contre la précarité dans la fonction publique à Toulouse.

## Polytechnique : les futurs cadres se rebiffent



Manifestants déguisés en Patrick Pouyanné.

À l'École polytechnique, une trentaine d'élèves ont perturbé la cérémonie de remise des diplômes le 12 juin, affirmant leur rejet de ce que la société capitaliste fait de ses jeunes scientifiques les plus qualifiés.

Ces élèves ont fait irruption en portant des masques à l'effigie de Patrick Pouyanné et de Bernard Arnault, tous deux anciens polytechniciens. Sur la scène, deux d'entre eux ont expliqué : « On nous apprend à optimiser des profits, à développer des technologies sans interroger leurs conséquences, à travailler pour des grandes entreprises dont les activités détruisent le vivant ou alimentent les logiques de guerre. Nous le refusons. Nous lutterons de toutes nos forces contre ceux qui veulent nous envoyer au front. Nous lutterons pour une autre société. »

En effet, la raison d'être de cette grande école d'ingénieurs, cha-

peauté par le ministère des Armées, est bien de former des cerveaux pour diriger de grandes entreprises et fermer les yeux sur leurs ravages. Grâce à l'investissement public, les polytechniciens apprennent les mathématiques de haut niveau, non pour faire avancer les connaissances mais pour les utiliser dans la finance et la spéculation. Ils apprennent la physique quantique, non pour concevoir des matériaux améliorant la vie des populations, mais pour construire des systèmes de guidage des missiles. Ils apprennent l'économie, mais pour permettre aux capitalistes de voler les travailleurs de façon toujours plus efficace.

Comme ces élèves le dénoncent, la montée guerrière pourrait faire que leurs capacités soient de plus en plus mises au service de l'industrie de l'armement, c'est-à-dire de la mort. Cela juge cette société!

Thomas Baumer

## Prime carburant : "grands rouleurs", grands roulés !

Le gouvernement a déclaré que la prime carburant « Grands rouleurs » serait versée à partir du 15 juin. Même si c'est vrai, c'est avec beaucoup de retard puisqu'il l'avait promise pour fin mai et qu'il en parle depuis le 21 avril.

Cela fait pourtant plus de deux mois que les prix du carburant explosent. Quand il s'agit d'aider les gros capitalistes, l'État est beaucoup plus rapide et... généreux. Cette prime exceptionnelle de seulement 100 euros ne va en effet pas coûter grand-chose. Le

gouvernement a tellement restreint les conditions pour l'obtenir, qu'une toute petite minorité de travailleurs peuvent y avoir droit. Il faut parcourir au moins 30 kilomètres aller-retour par jour ou 8 000 par an pour le travail pour y avoir droit. Et, en plus, il ne faut

pas gagner plus de 1 508 euros net par mois, soit un peu plus que le smic. Sans compter qu'il faut en faire la demande. Du coup, sur les trois millions de travailleurs qui y auraient droit, seuls 833 000 ont à ce jour constitué un dossier. Cela représente donc une dépense de moins de 85 millions d'euros pour l'État, une goutte d'eau dans son budget, comparé aux 220 milliards d'argent public donnés en subvention chaque année au patronat.

Selon une économiste interviewée sur TF1, si le gouvernement n'a toujours rien versé, c'est « parce qu'il n'a pas encore trouvé où faire des économies pour financer cette prime ». Et il n'y a pas besoin d'être devin pour savoir qu'il ne prendra pas sur le budget de la guerre ou dans les subventions au grand patronat. Au contraire, il va piocher dans le peu d'argent dédié à ce qui est utile à la population, comme la santé ou l'éducation. Cette prime sera donc

financée par les travailleurs eux-mêmes et non par les profits du grand patronat.

C'est d'autant plus scandaleux que l'augmentation des prix des carburants est uniquement due aux capitalistes de la finance et des trusts pétroliers qui ont spéculé à la hausse depuis le début de la guerre au Moyen-Orient. TotalEnergies a ainsi augmenté ses profits de 50% et, rien qu'avec un seul coup spéculatif, a gagné plus d'un milliard d'euros.

Arnaud Louvet

## SFR : Monopoly dans les télécoms

Dans la nuit du samedi 6 juin, au terme de négociations qui ont duré plusieurs mois, Orange, Free et Bouygues Télécom ont annoncé la conclusion d'un accord de rachat de SFR.

Les trois géants des télécoms mettent sur la table 20,35 milliards d'euros pour reprendre l'essentiel du quatrième groupe du secteur en France. Si l'opération a mis autant de temps à être finalisée, c'est que l'intérêt économique est de taille, et il faut bien sûr par là entendre de nouvelles perspectives de profits. Ce ne sera pas aux dépens de Patrick Drahi, le vendeur. Celui-ci n'a jamais entamé sa fortune personnelle pour acquérir SFR, et en tire 3 milliards de plus que

ce que les acheteurs avaient proposé il y a quelques mois ; l'énorme dette qu'il avait contractée ayant été épongée au prix de deux vagues de licenciements à SFR ces dernières années. Il vient même de s'offrir un musée aux États-Unis, pays où il détient encore un réseau de 4,5 millions d'abonnés dans le secteur des télécoms...

Quant aux trois acheteurs, ce n'est pas le fait d'avoir à augmenter le prix qui leur a posé problème ni retardé la conclusion d'un

accord, mais la question du partage du capital de SFR. La Bourse s'enthousiasme, nullement inquiète de voir les acheteurs accepter un prix aussi faramineux.

Dans toute cette affaire, personne ne parle plus des bienfaits de la concurrence, qui ferait baisser les prix, et pour cause. On va en revenir à la situation d'avant l'apparition de Free, une situation dans laquelle les trois grands opérateurs de l'époque, Orange, Bouygues et SFR, se partageaient le marché et s'étaient entendus pour maintenir les prix des abonnements au plus haut, ce qui leur avait d'ailleurs valu d'être condamnés en 2005.

## Cancer : une maladie... sociale

Si les cancers touchent toutes les classes sociales, les plus modestes développent des formes plus graves et sont diagnostiqués plus tardivement.

C'est ce que vient de démontrer une étude de la Drees (Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques).

Ainsi, dans les classes populaires, le risque est 1,7 fois supérieur de contracter un cancer plus dangereux, associé à de mauvaises chances de survie. Il est ainsi notable que les 10 % les plus pauvres ont 2,2 fois plus de risque de développer un cancer du poumon que les 10 % les plus aisés. Bien sûr, la consommation de tabac explique en partie cette maladie, comme une alimentation moins variée. Mais ce ne sont pas les campagnes hypocrites incitant à consommer des fruits et légumes qui peuvent faire

disparaître les difficultés économiques de bien des familles populaires.

De plus, les travailleurs sont surtout plus exposés aux solvants et à l'amiante. Le travail en équipe ou en nuit, les conditions de logement, l'environnement dégradé expliquent aussi le développement de maladies dont ces travailleurs ne choisissent pas le risque : ils y sont assignés.

La difficulté d'accès aux soins aggrave bien sûr cette situation : ainsi, pour les cancers que l'on sait détecter précocement tels que le cancer colorectal, celui du col de l'utérus, de la peau ou du sein, les personnes aux revenus modestes ont 2,3 fois plus de risque d'être

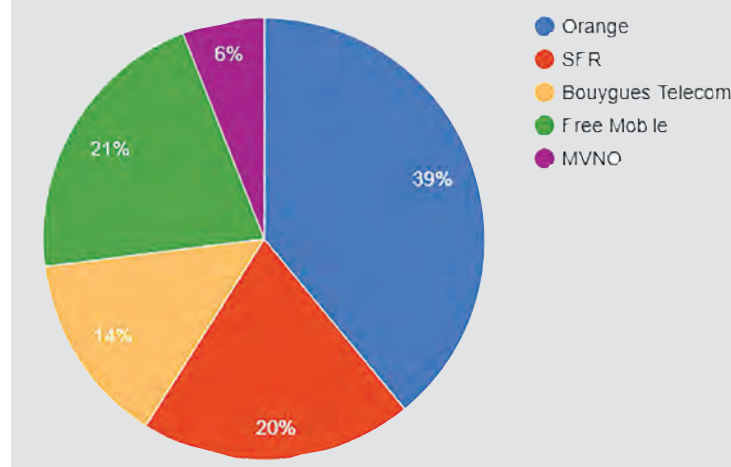
diagnostiquées trop tardivement, quand des métastases sont déjà apparues. Les plus aisés se font dépister plus fréquemment parce que leur médecin les y incite et qu'ils peuvent payer les dépassements d'honoraires. Des outils de santé publique censés être universels deviennent dans les faits le privilège d'une minorité.

De surcroît, les plus modestes tombent malades en moyenne six ans plus tôt pour les cancers du poumon, du sein ou du colon et ils sont diagnostiqués à des stades bien plus avancés : c'est la double peine, la maladie frappe plus tôt dans la vie et la prise en charge tardive est bien moins efficace.

Pour faire reculer le cancer, c'est aussi l'ensemble des conditions de travail et de vie qui doivent changer.

Correspondant LO

Part de marche des opérateurs en 2025 Source ARCEP



Cet accord n'augure rien de bon. Les abonnés verront sans doute leur facture s'alourdir ; les 2 000 salariés des boutiques SFR craignent la perte de leur emploi ; les syndicats estiment entre 8 000 et 12 000 le nombre des licenciements que les trois larrons pourraient

décider afin de rentabiliser leur achat.

Souhaitons qu'à la fusion des actionnaires réponde l'union des travailleurs de l'ensemble du secteur des télécoms, sous-traitants compris, pour rassembler leurs forces.

Jean Sanday

## Nantes Métropole : des promoteurs immobiliers choyés

La presse locale s'est fait écho de la façon dont les promoteurs immobiliers profitent de l'argent de la collectivité.

Ainsi, le projet Respiration, près de la gare de tram-train de La Chapelle-sur-Erdre, porté par le groupe Lamotte, a bénéficié de subventions de Nantes Métropole, du département et de la CAF. À cela s'ajoute le terrain, cédé par la commune pour un euro symbolique.

De même, sur l'île de Nantes, l'opération immobilière de l'îlot Gary, du promoteur Legendre, a été débloquée par le bailleur social Nantes Métropole Habitat qui a racheté le programme (chiffré 9,2 millions d'euros en mai 2026).

Et, pour le promoteur

CISN des immeubles Nova, en cours de construction place Mendès-France à Bellevue, un tiers des logements BRS (bail réel solidaire avec le foncier séparé) ont été financés par la Métropole.

Le manque de logements dans l'agglomération rend effectivement nécessaire un programme massif de constructions de qualité à destination des classes populaires, mais il devrait être à prix coûtant, sans subventionner des capitalistes de l'immobilier qui s'en mettent plein les poches.

Correspondant LO

## Des élèves laissés en plan !

À Chaumont-en-Vexin, dans l'Oise, 693 parents d'élèves des collèges ont signé une pétition refusant que le ramassage scolaire de 16 heures soit supprimé à la rentrée, comme l'a prévu, en catimini, le conseil régional.

De 16 à 17 heures, horaire du deuxième service de cars, que feront les élèves : permanence ? heures de cours ? covoiturage ? trottinette à travers

la campagne ? Ce n'est pas le souci du conseil régional. Il veut faire des économies, qu'il prend sur les services les plus indispensables. Pourtant, il y a de l'argent ailleurs, par exemple englouti dans le canal Seine-Nord, dans les subventions patronales de 260 milliards par an, dans les budgets militaires en hausse constante !

Correspondant LO



Une salle de chimiothérapie.

# Iran-États-Unis : **Trump recule, les destructions restent**

**Trump a annoncé le 14 juin un accord entre les États-Unis et l'Iran incluant la réouverture imminente du détroit d'Ormuz. Un texte devait être signé le 19 juin à Genève, qui ne sera en fait qu'un accord provisoire qui ouvre de nouvelles tractations.**



Bombardement israélien sur un dépôt de pétrole à Téhéran le 8 mars.

Ayant échoué à abattre la République islamique malgré les quelque 30 000 bombes que son aviation a larguées sur l'Iran, Trump a dû manger son chapeau. Alors qu'il n'a cessé de critiquer l'accord sur le nucléaire signé

en 2015 par Barack Obama, qu'il qualifiait de « *pire deal de l'histoire* », Trump doit aujourd'hui accepter les conditions imposées par les dirigeants iraniens qui ont fait monter les enchères depuis le 8 avril, date du cessez-le-feu.

Pour obtenir la réouverture immédiate du stratégique détroit d'Ormuz, les États-Unis se sont engagés à ce que les bombardements cessent sur l'Iran, mais aussi sur le Liban. Trump doit donc tordre le bras de Netanyahu, son allié israélien, qui poursuit depuis des semaines la destruction de ce pays malgré le cessez-le-feu en vigueur. Les autres questions litigieuses vont faire l'objet des négociations qui doivent s'ouvrir pendant au moins soixante jours.

Selon les informations qui circulent, pour que l'accord annoncé tienne, les États-Unis devront lever leurs sanctions contre l'Iran, libérer les fonds iraniens bloqués au Qatar et peut-être verser des dédommagements pour permettre la reconstruction des très nombreuses infrastructures détruites. Quant à la question du nucléaire et des stocks d'uranium enrichi, l'un des motifs officiels de la guerre déclenchée par Trump, elle est reportée à des discussions ultérieures.

Après un mois et demi de

bombardements et deux mois de blocus maritime menés par la plus grande puissance militaire du monde, le régime iranien semble donc en meilleure position qu'avant la guerre. De leur côté, les riches alliés américains du golfe Persique ont subi des dommages sur leurs installations pétrolières tandis que leur réputation de havre de paix et de prospérité qui attirait touristes et affairistes était ternie. Cet échec américain prouve au moins qu'il ne suffit pas de déverser des bombes, si puissantes et sophistiquées soient-elles, pour imposer sa loi.

Pour commenter ce revers de Trump, *Le Figaro* a titré « 108 jours pour un match nul » tandis que *Le Parisien* s'exclamait « Tout ça pour ça ! » Mais, pour des dizaines de millions de femmes et d'hommes dans le monde qui ont subi les conséquences de la guerre de Trump, ont payé la hausse des prix des carburants, ont été privés de gaz ou d'engrais, pour les marins bloqués des mois sur leur bateau, pour la population

libanaise chassée de chez elle, il n'y a pas de match nul. Pour la population iranienne, qui a vu ses villes, ses usines, ses infrastructures détruites, ses emplois perdus, l'inflation décupler et les pénuries s'aggraver, le bilan est désastreux.

Car, si le régime iranien peut, lui, crier victoire, cette victoire n'est en rien celle de la population. En plus des morts, des destructions, des pénuries et des souffrances provoqués par l'impérialisme américain, les classes populaires iraniennes ont vu la dictature des pasdarans se renforcer. Des manifestants condamnés après la révolte de janvier sont exécutés. Les travailleurs qui font grève pour être payés ou ne pas être mis en danger sur des installations endommagées sont réprimés. Pour que l'échec de l'impérialisme soit aussi une victoire pour les exploités d'Iran, ils devront réussir à renverser le régime de la République islamique par leur propre action.

**Xavier Lachau**

## Israël-Liban : pas de trêve pour la guerre

**Pour parvenir à conclure un accord avec les dirigeants de l'État iranien, Trump a dû accepter que le cessez-le-feu s'applique aussi aux opérations militaires menées par l'armée israélienne au Liban, cédant ainsi à une exigence présentée par le ministre iranien des Affaires étrangères, Abbas Araghtchi, comme une « condition fondamentale ».**

Pour accepter cette concession, Trump a préféré ne pas consulter le gouvernement israélien, mis devant le fait accompli avec la désinvolture coutumière du président américain. Interviewé le 14 juin, celui-ci s'est contenté de déclarer que le Premier ministre israélien Netanyahu était un « *type très difficile* » qui devrait être « *reconnaisant* » envers les États-Unis pour l'accord avec Téhéran.

Pour Netanyahu, la conclusion de cet accord s'apparente à un désaveu de sa politique. En effet, pour obtenir le soutien de sa population, il lui avait promis que le conflit engagé aux côtés des États-Unis le 28 février mettrait fin définitivement à « *la menace existentielle que représente*

le régime terroriste en Iran ». L'invasion du Liban avait ensuite été justifiée par la nécessité d'éradiquer le Hezbollah afin de garantir la sécurité des populations vivant dans le nord d'Israël. Après plus de trois mois de guerre, aucun de ces objectifs n'a été atteint, et la politique de Netanyahu, consistant à multiplier les fronts militaires dans tout le Moyen-Orient, se retrouve aujourd'hui désavouée partiellement par Trump lui-même.

Alors que des élections législatives doivent avoir lieu au plus tard le 27 octobre, pour ne pas avoir l'air de « *sacrifier la sécurité des Israéliens* » aux calculs du locataire de la Maison Blanche, Netanyahu promet que l'armée israélienne restera au



Après un bombardement israélien à Nabatiyé dans le Sud-Liban le 14 juin.

Liban « *aussi longtemps que nécessaire* ». Tous ses opposants se sont lancés dans une surenchère sécuritaire. Le ministre des Finances d'extrême droite Smotrigh a déclaré : « *Nous devons poursuivre la campagne visant à renverser le régime [iranien] par nos propres moyens et de manière créative.* » Quant à celui que les sondages présentent comme susceptible de remplacer Netanyahu, l'ancien Premier ministre Naftali Bennett, lui aussi issu de l'extrême droite, il se présente comme partisan de « *guerres beaucoup plus*

rapides et intenses, mais menées à leur terme ».

Dans un tel contexte, tout porte à croire que la guerre au Liban, qui a déjà fait plus de 3 700 victimes, va se poursuivre. L'armée israélienne voudra sans doute continuer d'occuper le sud du pays pour le transformer en une « zone tampon » vidée de ses habitants. Pour la population libanaise, ce cessez-le-feu ne signifiera certainement pas la fin des bombardements ni des combats et des souffrances.

Trump a critiqué en paroles Netanyahu. Il a ainsi

déclaré à l'occasion du G7 : « *Je n'ai pas apprécié les récents bombardements israéliens sur la banlieue sud de Beyrouth.* » Mais il est bien peu probable qu'il prive l'État israélien du soutien militaire qui lui est indispensable pour mener ses guerres. L'impérialisme américain a trop besoin de cet allié, qui lui est totalement et presque inconditionnellement acquis, pour l'aider à maintenir sa domination sur le Moyen-Orient, comme la guerre contre l'Iran vient encore de le démontrer.

**Marc Rémy**

# Afrique du Sud : à l'heure des campagnes racistes

Le 7 juin, le gouvernement sud-africain a annoncé des mesures ciblant les travailleurs immigrés venus d'Afrique de l'Ouest, de l'Est ou des Grands Lacs, qu'il accuse de tous les maux.

Ces travailleurs – 2,4 millions de personnes avec leurs familles sur une population totale de 64 millions – sont en Afrique du Sud la cible de mouvements xénophobes croissants.

Dans un continent pillé par les multinationales occidentales et ravagé par la misère et les guerres, l'Afrique du Sud peut paraître attirante avec son économie plus développée, basée historiquement sur le secteur minier. Mais les classes populaires s'entassent dans des bidonvilles où souvent l'eau et l'électricité ne sont pas accessibles en permanence et sont hors de prix. Le taux de chômage est officiellement supérieur à 33 %, et le grand patronat exploite férocelement la classe ouvrière.

Ajouté à la corruption et à l'inflation, cela provoque

un mécontentement profond. Des démagogues sont à l'œuvre pour que la colère se tourne contre les travailleurs immigrés. Depuis un an, une animatrice radio a organisé à Durban des rassemblements antimigrants, puis des contrôles d'identité qui ont parfois tourné au pillage de cases et d'échoppes tenues par des immigrés. Son mouvement a dépassé à présent la province du KwaZulu-Natal, rejoint par des partis d'opposition espérant tirer les marrons électoraux du feu.

Les manifestations xénophobes ont ainsi pris de l'ampleur, laissant craindre qu'elles tournent à l'émeute antimigrants, comme celles qui ont déjà frappé le pays à plusieurs reprises depuis 2008. Pour finir, ces propagandistes ont décidé que les migrants devraient avoir



Manifestation contre l'immigration à Pretoria le 29 avril.

quitté le pays au 30 juin. Des milliers en sont déjà partis de peur de représailles. Le gouvernement de Cyril Ramaphosa et son parti l'ANC ont réagi le 7 juin en se joignant à la campagne xénophobe. Tout en condamnant les contrôles d'identité pratiqués par des civils, il ajoute sa propre pression contre les travailleurs immigrés en demandant à sa police de les fichier et en mettant sur pied des cours de

justice spécifiques pour expulser les sans-papiers.

Ramaphosa prétend même mettre en prison les patrons qui emploient des salariés sans papiers. En fait, le patronat n'a rien à craindre du président, qui a été un capitaliste lui-même. L'ANC, parti de Mandela qui était auréolé de son combat contre le racisme d'État sous l'apartheid, s'est en fait allié à la grande bourgeoisie pour gouverner

sous le signe du nationalisme sud-africain et gérer loyalement le capitalisme. Au pouvoir depuis trente ans, ce parti est usé et perd du terrain à chaque élection.

Le résultat est que, après avoir été autrefois à la pointe du combat contre le racisme officiel, il n'hésite pas à se joindre à son tour à des campagnes racistes contre les immigrés!

Lucien Déroit

# Irlande du Nord : des émeutes xénophobes attisées par l'extrême droite

La semaine du 8 juin, Belfast a été marqué par une série d'attaques contre des étrangers. Le point de départ de ces pogroms a été l'agression au couteau d'un homme dans une rue de la capitale nord-irlandaise, le lundi 8 juin.

Cette agression étant le fait d'un réfugié soudanais, l'extrême droite s'en est emparé. Condamnant l'agression comme celle d'un « envahisseur contre notre peuple », l'agitateur d'extrême droite Tommy Robinson a appelé ses partisans à en découdre, donnant des rendez-vous dans plusieurs villes, avec les encouragements d'Elon Musk. « Ce n'est qu'en manifestant de façon forte et répétée qu'il y aura un changement », a lancé le magnat raciste dans des messages bénéficiant de la caisse de résonance de son réseau social X.

À Belfast, des groupes de jeunes ont attaqué des immigrés, incendiant des logements, des voitures ou des commerces et frappant des passants. Des familles originaires d'Ouganda, de Roumanie, de Turquie ou d'Ukraine ont dû fuir leur domicile. Ces exactions se sont produites dans des quartiers où existe de longue date une tradition

unioniste, favorable au maintien de l'Irlande du Nord dans le Royaume-Uni et opposée à la réunification avec la République d'Irlande. Dans plusieurs autres villes du pays, des militants d'extrême droite se sont mobilisés. À Liverpool, 200 d'entre eux ont tenté de s'introduire dans un hôtel abritant des demandeurs d'asile. À Glasgow, 200 nervis ont harcelé et intimidé les passants.

Déjà, au cours de l'été 2024, après l'assassinat de trois fillettes par un jeune d'origine rwandaise, des émeutes rassemblant des milliers de personnes dans 27 villes différentes avaient ciblé pendant plusieurs jours des mosquées et des hôtels de réfugiés et de migrants. En juin 2025, après une agression sexuelle dont deux adolescents roumains étaient suspectés, des émeutes ont touché l'Irlande du Nord. Le 2 juin dernier, des émeutes ont eu lieu à Southampton,

au sud de l'Angleterre, après que la police eut publié la vidéo montrant une agression mortelle au couteau pour laquelle un sikh venait d'être condamné à la prison à vie. En quelque sorte, ces émeutes suivent souvent un même schéma : l'extrême droite s'empare d'un fait divers dans lequel est impliqué un étranger, ou jugé comme tel, pour cibler tous les étrangers dans des attaques plus ou moins abouties.

Si l'ancien hooligan Tommy Robinson a une réputation sulfureuse, des politiciens démagogues comme les députés Nigel Farage ou Rupert Lowe ont fait de la xénophobie leur fonds de commerce électoral. À propos des événements de Belfast, Farage, chef de file du parti d'extrême droite Reform UK, a expliqué qu'il n'était « pas du tout convaincu que le suspect aurait dû être en Grande-Bretagne », tandis que son concurrent Lowe, dirigeant de Restore Britain, a jugé que les émeutes n'auraient pas eu lieu sans l'existence d'une telle immigration. Lors des dernières élections législatives, en juin 2024, malgré un système électoral

qui lui est défavorable, Reform UK a obtenu 4,1 millions de voix (12,3 %). En mai dernier, ce parti a recueilli 26 % des suffrages exprimés dans des élections locales. Et il fait aujourd'hui la course en tête dans tous les sondages.

Dans cette situation, les manifestations antiracistes qui ont rassemblé samedi 13 juin des dizaines de milliers de personnes à travers le pays sont à souligner. À Belfast, quelque

20 000 personnes ont manifesté, bien plus que le nombre d'émeutiers xénophobes. Cette opposition aux émeutes racistes est bienvenue. Mais cette vague xénophobe qui tend à accentuer les divisions au sein de la classe ouvrière ne refluera que si celle-ci fait irruption sur la scène politique en contestant l'évolution de la société et en se battant pour ses propres intérêts.

Michel Bondelet



Une maison incendiée à Belfast.

## SpaceX : les capitalistes s'envoient en l'air

En introduisant SpaceX à la Bourse de New York vendredi 12 juin, les actions de Musk ont bondi et sa fortune s'est envolée. Il est devenu le premier milliardaire de l'histoire – un terme qui désigne une personne dont la fortune dépasse les 1 000 milliards de dollars – ce qui ne fait que souligner la folie du système capitaliste.

Vendredi 12 juin, l'entreprise spatiale a vendu sur le Nasdaq, une des Bourses de New York, plus de 500 millions d'actions, engrangeant 75 milliards de dollars. Cela en fait la plus grande introduction en Bourse jamais réalisée,

battant celle d'Aramco, le géant saoudien du pétrole, qui avait emmagasiné près de 30 milliards de dollars en 2019. Dans la journée, l'action SpaceX a bondi de 19%, passant de 135 dollars à 161 dollars, et la fortune de Musk, déjà homme le

plus riche du monde, propriétaire de X, SpaceX et Tesla, est passée en quelques heures de 697 milliards de dollars à plus de 1 100 milliards en fin de journée et à 1 300 milliards le lundi suivant.

Musk dispose ainsi de 1 300 000 000 000 de dollars (un billion et 300 milliards !) quand des centaines de millions d'êtres humains survivent avec 2 dollars par jour, quand beaucoup en sont, même aux États-Unis, à compter le moindre euro ou dollar dépensé. Le plus révoltant est le pouvoir qu'une telle fortune confère. À lui seul, le magnat américain concentre entre ses mains l'équivalent de la richesse annuelle de la Pologne ou de la Suisse, de quoi influencer la politique de bien des gouvernements.

Musk prétend avec SpaceX explorer l'univers, peupler Mars et construire une armée d'humanoïdes. Mais, avant cela, il entend surtout rafler la mise sur le marché des lanceurs de satellites en concevant des

lanceurs réutilisables. Les capitalistes qui ont acheté des actions SpaceX ce 12 juin ont les pieds bien sur terre. Ils savent que, derrière SpaceX, il y a la NASA et l'État américain qui, entre les contrats, la mise à disposition des infrastructures, les crédits d'impôts et l'optimisation fiscale, mettent cette société sous perfusion d'argent public.

Reste que cette introduction en Bourse ne fait que souligner le parasitisme de la classe capitaliste. Ceux qui défendent le système disent que la fortune de Musk n'est pas réelle, étant

pour l'essentiel en actions. Sans doute, mais ces actions, il peut les revendre. Quant aux 75 milliards que les capitalistes ont investis ce 12 juin, ils ne viennent pas de nulle part mais de l'exploitation bien réelle de travailleurs partout dans le monde. Concentrés entre les mains des « investisseurs », ces milliards ne servent pas à sauver le climat, ni à en finir avec la faim ou la misère... mais à la spéculation et à des coups boursiers, quitte à alimenter davantage la bulle financière qui menace d'exploser.

Serge Benham

CAPTURE LCI



## Anthropic : la guerre de l'IA

Au nom de la sûreté nationale, le gouvernement américain vient d'imposer à Anthropic, la société qui vend des services d'intelligence artificielle, notamment celui appelé Claude, de bloquer l'accès à certains de ses programmes.

Le gouvernement américain exigeait d'Anthropic qu'il coupe les accès des utilisateurs qui ne sont pas de nationalité américaine, y compris ceux vivant sur le territoire américain, Anthropic a dû, pour répondre à cette injonction, couper vendredi 12 juin à tous les utilisateurs de la planète les accès aux programmes incriminés.

Le gouvernement américain reproche à Anthropic des failles de sécurité dans ses programmes qui permettraient à des « ennemis de la nation » une utilisation malveillante. Anthropic a construit sa réputation commerciale en affirmant que ses logiciels étaient tellement performants qu'ils permettaient le pire comme le meilleur, qu'ils étaient même capables de contourner les protections des sites gouvernementaux, mais

que l'entreprise les bridait. Anthropic s'est aussi fait connaître en refusant de vendre au Pentagone des outils utilisés à des fins militaires. Était-ce un coup publicitaire à l'approche de l'introduction en Bourse de la société ? Quoi qu'il en soit, Trump s'est vengé en qualifiant le patron d'Anthropic de « cinglé de gauche radicale ».

En tout cas, le fait que le gouvernement américain ait imposé à Anthropic de couper ses services a été l'occasion pour les politiciens du monde entier de ressortir leurs trompettes souverainistes. Ainsi, en France, Philippe Retailleau, Faure, Macron, Bardella et Mélenchon ont tous fait sur ce sujet des déclarations similaires. Bardella a ainsi déclaré que sur ce « sujet de souveraineté nationale majeur », l'État devait

« accélérer dans le soutien » à la start-up française Mistral AI, Mélenchon a affirmé que la décision américaine « prouve l'urgence d'être indépendants et souverains », appelant à « la mobilisation de l'épargne nationale » pour des « infrastructures numériques stratégiques » tandis que Macron disait qu'il fallait faire comme pour le nucléaire, mettre l'argent public sur la table.

L'unanimité de ces politiciens est remarquable... La défense de la « souveraineté » en matière d'intelligence artificielle, revient comme toujours à la défense des intérêts de la bourgeoisie, d'abord parce que les entreprises françaises se battent pour se faire une place et des profits dans un secteur où dominent largement les États-Unis. Mais de plus, dans cette société barbare, l'intelligence, artificielle ou pas, et les avancées technologiques deviennent inévitablement pour qui les possède des armes dans la lutte pour la domination mondiale.

S. B.



Nos lecteurs écrivent

### Espagne : habemus progressistum papam



À Barcelone, contre la visite du pape. Dénonciation des responsables politiques (« Franco serait fier de vous ») et des mensonges de l'Église.

La semaine du 8 juin, à Madrid, a été une sorte de fête médiévale marquée par la visite du pape et les multiples cérémonies en compagnie du roi. Il n'est pas sûr que le spectacle valait la peine de dépenser autant et de bloquer la ville pendant trois jours...

Le plus curieux est qu'il semblerait que le pape soit devenu la figure de référence du progressisme mondial. Il faut vraiment que le monde soit décomposé, et aussi que les travailleurs manquent de véritables références, pour qu'un homme à la tête d'une organisation vieille de 2 000 ans, remplie d'agresseurs d'enfants, de militants opposés au divorce, à l'avortement et à l'homosexualité puisse être présenté comme un héros progressiste !

L'Église a toujours été du côté des puissants et les travailleurs espagnols l'ont souvent payé. Impossible d'oublier qu'elle s'est toujours alliée aux industriels et aux grands propriétaires et qu'elle a constitué l'un des piliers de la dictature franquiste. Les curés aiment les pauvres, certes, mais ils les veulent soumis et silencieux ; ils n'aiment pas le pauvre qui se révolte contre sa misère.

Il est compréhensible que, dans un monde plongé dans la guerre et les chasses racistes comme celles qui se déroulent actuellement à Belfast, toute déclaration humanitaire ou de solidarité puisse apporter un certain réconfort. Mais, venant de l'Église, cela ne peut être qu'hypocrisie.

Deux lectrices de Madrid

## Air France Roissy : la direction recule avant que la colère s'étende

À Air France, il existe des billets d'avion à tarif réduit pour le personnel de la compagnie et leur famille ou amis. Depuis longtemps la direction cherche à limiter ce droit aux GP (Gratis Passenger).

À Roissy, la direction a engagé début juin une procédure de licenciement contre l'un des travailleurs de l'atelier du bâtiment Hélios lui reprochant de prendre trop de billets réduits... alors qu'il n'y a jamais eu de quota imposé sur le nombre de voyages autorisés. Immédiatement ses camarades de travail ont débrayé pour demander des comptes à la direction qui a invoqué « une fraude » sans préciser ni quoi, ni quand... De toute évidence, elle bluffait pour arriver à ses fins et

voulait faire un exemple de fermeté pour décourager le personnel d'utiliser les billets réduits.

La colère des travailleurs de l'atelier est montée très rapidement, ils ont débrayé à plusieurs reprises à plusieurs dizaines, ont couvert l'atelier de banderoles, distribué un tract... et les autres services d'Air France ont commencé à en parler. Pour tout le personnel, il s'agissait d'une nouvelle tentative pour réduire le droit aux billets réduits.

Dès le mardi 9 juin, une

semaine après le premier débrayage, la direction générale envoyait un directeur dans le service pour annoncer que toute sanction était annulée. Elle justifiait son recul par une prétendue erreur du service Fraude, mais en fait, elle a eu peur que le mouvement s'étende, le sujet étant sensible chez le personnel de toute la compagnie, très attaché à ce droit.

Si l'atelier n'avait pas réagi, le camarade aurait été licencié. Cela montre aussi que le risque d'extension d'un mouvement est ce qui est le plus efficace pour qu'un patron cède.... On s'en souviendra.

Correspondant LO



Lors d'un débrayage, en juin.

## CSE d'Aéroports de Paris : non aux conditions au rabais !

Les mardis 9 juin et 16 juin, les travailleurs des restaurants, des cafétérias et des services culturels d'ADP, dans les aéroports de Roissy et d'Orly, ont débrayé à la pause de midi.

Ils sont en colère contre l'augmentation de salaire misérable que la direction du conseil social et économique (CSE) d'ADP, leur employeur, leur propose, ainsi que contre leurs conditions de travail.

Quelques mois plus tôt, à ADP, les grilles salariales ont changé. Même si elles ne sont pas forcément favorables à long terme, ces nouvelles grilles ont signifié des augmentations de salaires immédiates, avec un plancher à 100 euros. Sauf que ce changement n'a pas été appliqué aux travailleurs du CSE ! À la place, ceux-ci se sont vu proposer... 40 euros bruts. Cela révolte tout le monde.

Le CSE, héritier du CE, gère la restauration ainsi que les services culturels et sportifs des travailleurs d'ADP. Il compte 110 salariés et est administré par les syndicats que les grévistes ont donc face à eux. Cela arrange évidemment la direction d'ADP, qui tient les véritables

cordons de la bourse, puisqu'elle fixe le budget du CSE. Elle s'en sert comme d'une entreprise sous-traitante, afin de diviser les travailleurs et de faire assumer ses économies par les syndicats. C'est ainsi qu'il y a un an et demi, des intérimaires qui travaillaient aux restaurants ont été licenciés... par la CGT ! Or ADP n'est pas une petite épicerie de quartier : second groupe aéroportuaire mondial, il vient d'augmenter de 26 % les dividendes aux actionnaires... il a de l'argent !

Les grévistes ne veulent pas seulement de véritables augmentations. Ils veulent les mêmes grilles salariales que celles de leurs camarades d'ADP. Il n'y a en effet aucune raison d'accepter cette division ! Et ils se battent aussi pour une hausse des effectifs et du meilleur matériel. Aujourd'hui, lorsque l'un d'eux est en congé, il n'est pas remplacé. Leurs camarades se retrouvent

à devoir courir d'un poste à l'autre. Certaines machines, pour la vaisselle par exemple, sont hors-service et devraient être changées depuis des années. Mais rien n'est fait, sous prétexte que le budget serait imposé par ADP une fois pour toutes.

Les débrayages ont été très suivis. Bien que les restaurants soient éloignés les uns des autres, certains grévistes militent pour se retrouver tous ensemble afin de discuter et décider de la suite. Leur mouvement a été très remarqué, puisque les travailleurs d'ADP et d'autres entreprises publiques, comme les contrôleurs aériens, ont dû manger ailleurs. Malgré ce petit désagrément, ils sont nombreux à trouver tout à fait légitime de se battre pour des hausses de salaire.

Le débrayage du 9 juin a débouché sur un premier recul de la direction, qui porterait l'augmentation à 55 euros. Personne n'accepte ce montant dérisoire, qui a plutôt incité les grévistes à remettre le couvert !

Correspondant LO

## SCAF : chronique d'une mort annoncée

Le 8 juin, après plusieurs mois de soins palliatifs destinés à annoncer l'abandon du projet de futur chasseur européen, le Scaf, l'enterrement a finalement été officialisé.

On pourrait sans doute se réjouir d'un tel recul, le budget était en effet estimé à quelque 100 milliards de euros d'argent public, à répartir entre l'Allemagne, la France et l'Espagne, trois pays qui entendaient bien chacun faire profiter de l'aubaine leurs actionnaires nationaux... sauf que le montage a capoté sur le partage !

En effet, les destinées du Scaf étaient confiées majoritairement à Dassault d'une part, à Airbus de l'autre. Ces entreprises, l'une soutenue par l'État français, l'autre par l'État allemand, ont eu dès le début du mal à s'entendre sur qui dirigerait le projet, c'est-à-dire sur qui empocherait la plus grande part des 100 milliards.

Puis, les budgets militaires ont explosé dans tous les pays et les marchands d'armes croulant sous les commandes, le pactole grossit chaque jour. Il devient envisageable de financer deux systèmes de combat aériens différents, c'est-à-dire de remplir les caisses de deux groupes de

capitalistes en prenant sur les budgets utiles de tous les pays d'Europe.

Les fortunes des actionnaires de Dassault et Airbus, qui sont d'ailleurs parfois les mêmes, seraient donc assurées sans que leurs ingénieurs et leurs directeurs financiers doivent se livrer à de pénibles tractations. C'est un des miracles de la hausse des budgets militaires.

Chaque camp annonce donc maintenant son propre avion de combat du futur. Le site économique Boursorama, citant un expert industriel, résume en quelques mots l'enjeu : « Garder le leadership sur le chasseur relevait d'une question de survie pour Dassault afin de protéger ses actionnaires. »

Bref, en France comme ailleurs, l'économie de guerre se porte à merveille, chaque État faisant les poches des travailleurs afin que les profiteurs de guerre s'enrichissent toujours davantage.

Il faut réquisitionner les profits de guerre !

Michel Cortaud

## Renault – Villiers-Saint-Frédéric : le patron doit payer

Mercredi 10 juin, la direction de Renault a organisé un comité social et économique (CSE) pour y présenter le projet « relocalisation des activités, moyens et équipes de Villiers-Saint-Frédéric », dans les Yvelines.



Rassemblement le 10 juin.

En fait, il s'agit de la fermeture du site, qui comprend 800 travailleurs dont 300 prestataires, prévue entre fin 2026 et mi-2027.

La direction veut transférer les travailleurs sur les sites du Technocentre de Saint-Quentin en Yvelines, d'Aubevoye et de Lardy, en ignorant totalement les prestataires : quid de leur avenir ? Cette situation est scandaleuse. Elle prévoit dès octobre et novembre 2026 les premiers transferts de salariés. Ceux-ci dénoncent

des délais trop courts pour réorganiser leur vie. En effet, tous ces transferts entraîneront pour eux des bouleversements : des parcours de plus de quarante kilomètres pour certains, et vu les prix de l'essence, ce ne sont pas les faibles indemnités des frais kilométriques de Renault qui épongeront les factures. Certains salariés avaient déménagé lors de leur mutation à Villiers-Saint-Frédéric, alors maintenant ils sont très inquiets, en pensant aussi aux

conséquences pour leurs enfants.

Des salariés mécontents ont pris l'initiative de faire des t-shirts protestant contre la fermeture du site. Ils ont apostrophé les délégués CFDT et CFE/CGC, en désaccord avec eux. Ensuite, une trentaine de salariés se sont invités à la réunion de la direction, et ils lui ont tourné le dos en leur montrant leurs t-shirts floqués « On en a gros », puis ils sont sortis. Plus tard, vers la fin du CSE, plus d'une centaine de travailleurs se sont rassemblés à l'entrée du site. Des prises de parole ont appelé à se mobiliser et à s'organiser.

La direction compte sur l'effet de surprise et un calendrier très court pour imposer sa politique aux travailleurs. Une réunion devait avoir lieu jeudi 18 juin, non pas à Villiers-Saint-Frédéric mais à Boulogne-Billancourt, car elle ne tient pas à avoir la pression directe des travailleurs du site.

Renault parle « d'accompagner les cas particuliers dans cette réorganisation ». Mais ces « cas » sont des travailleurs. Face à la direction qui ne leur fera pas de cadeaux et qui veut continuer à accumuler des milliards de profits, ils devront s'organiser collectivement pour faire payer Renault.

**Correspondant LO**

## Profits de guerre en vue

Présent au salon de l'armement, Renault Group se vante de son prototype 4-Troop, conçu avec Thales, à la demande, paraît-il, de la Direction générale de l'armement, la DGA.

Ce gros véhicule 4x4 apte à piloter des drones ou des robots terrestres a même été pourvu d'un nom de code – armée oblige : le 4-Troop est un VCMR, un « véhicule civil multirôles », qui serait, selon ses promoteurs, « adapté aux nouveaux besoins opérationnels des forces terrestres ». Cet engin de guerre, qui pourrait être livré début 2027, serait fabriqué sur la base des plateformes automobiles du Master, du Dacia Bigster ou du Renault Rafale, au nom prédestiné.

Après sa décision de fabriquer des drones dans son usine du Mans, en partenariat avec Turgis Gaillard, et d'en livrer jusqu'à 600 par mois, le groupe Renault investit davantage dans l'industrie de guerre, en gardant la coquetterie de se dire avant tout constructeur automobile mais prêt à mettre « l'expérience de Renault Group en matière d'architecture électronique [...] et son approche industrielle » au service de la DGA. La direction de Renault ne veut pas être

la dernière à profiter des milliards en jeu dans l'industrie de la mort.

Le nouveau directeur général, François Provost, a récemment laissé entendre lors d'une interview à un média belge que, pour croître significativement, l'économie en Europe, notamment en France, devrait s'axer sur le militaire. De toute façon, peu lui importe ce que pensent les travailleurs des usines et bureaux de recherche sur le fait de fabriquer ou non ces machines-à-tuer, comme de l'ensemble de leurs conditions de travail d'ailleurs. Il l'a déjà fait savoir en annonçant en avril la suppression



## Dumarey Bouthéon : en grève contre des patrons voyous

Mardi 16 juin, 200 travailleurs de Dumarey Powerglide (ex-ZF) à Bouthéon ont manifesté à Saint-Étienne. Depuis cinq semaines, ils sont en grève à 90 %, pour protester contre la fermeture de l'entreprise prévue cet été.

En 2023, l'usine, qui fabrique des boîtes de vitesse, a été rachetée au géant ZF par Dumarey, le « Bernard Tapie belge ». Il promettait alors monts et merveilles, mettant en avant un « plan hydrogène » qui n'a jamais vu le jour, et touchant au passage des dizaines de millions d'argent public.

Dumarey s'était engagé à maintenir l'emploi jusqu'à fin 2027. Non seulement il s'est assis sur ses promesses, mais il conditionne le versement des maigres primes supra-légales à la signature par au moins 95 % des salariés d'une « fiducie ». Personne n'est dupe de ce montage, qui a tout d'une nouvelle arnaque : les salariés devraient ainsi renoncer à contester le plan de licenciement devant la justice. Et Dumarey, richissime financier, ose dire qu'il est à son maximum !

Les grévistes rejettent ce chantage, conscients qu'ils sont face à un patron véreux et charognard, à qui ZF, l'un des plus gros équipementiers automobiles au monde, a sous-traité la liquidation de l'entreprise. Ils savent qu'ils ont aussi contre eux les pouvoirs publics, complices des patrons, qui les lanternent avec de vagues promesses de faire rembourser l'argent public à Dumarey. Ce serait le minimum mais personne n'y croit, à juste titre.

Les ouvriers sont conscients qu'ils ne peuvent compter que sur leur mobilisation. Comme a dit l'un d'eux : « Dumarey, ZF, les pouvoirs publics, tout le monde nous ch... dessus, on ne va pas se laisser faire. On défend notre peau, et aussi notre dignité. »

**Correspondant LO**

de 15 à 20 % des effectifs mondiaux du groupe dans l'ingénierie. L'annonce de la fermeture du site yvelinois de Villiers-Saint-Frédéric montre que cette saignée va continuer.

À nouveau directeur, nouveau slogan publicitaire : le dernier en date,

guère plus inventif que le « Renaultion » de Luca De Meo, est « futuRReady », prêt pour le futur. Est-il si sûr du futur que lui réservent les milliers de salariés, prestataires et intérimaires qui font sa fortune comme celle des actionnaires ?

**Viviane Lafont**

## Arcelor : la nationalisation, et après ?

**Jeudi 11 juin, l'Assemblée nationale a voté une proposition de loi, défendue par toute la gauche – PS, PC, Verts, LFI – en faveur de la nationalisation d'ArcelorMittal. Il ne faudra cependant pas être pressé, car le texte est discuté depuis déjà un an, après l'annonce par l'entreprise de plusieurs milliers de licenciements.**

Le texte fera encore des allers-retours législatifs au moins jusqu'à 2027. Les partis de gauche avancent que la nationalisation permettra de sauver les emplois dans une sidérurgie française en crise. L'État pourrait investir massivement dans de nouvelles infrastructures – celles existantes sont plus que vieillissantes – ce qui permettrait de faire repartir

l'activité. L'opération est même chiffrée entre trois et six milliards d'euros.

Mais qui va donc payer une telle somme, alors qu'on entend répéter sur tous les tons qu'il faut faire des économies, et que les gouvernements programment, année après année, des suppressions de postes dans les hôpitaux, dans les écoles, dans les transports ? Faute

d'obliger les grands patrons à moderniser leurs propres industries, c'est à la population laborieuse que sera présentée la facture, par un bout ou par un autre. Pourtant, Lakshmi Mittal, le capitaliste indien propriétaire d'Arcelor, et ses actionnaires – dont BlackRock, la Société Générale et la Banque centrale de Norvège – ne sont pas précisément de petits joueurs. Le groupe a réalisé en 2024 un chiffre d'affaires de plus de 62 milliards de dollars. La nationalisation ainsi défendue impliquerait d'indemniser ces pauvres gens pour que l'État fasse les investissements productifs

à leur place.

De plus, l'entreprise nationalisée serait confrontée aux mêmes critères de rentabilité que toutes les autres. Dans le cadre de l'économie actuelle et du marché capitaliste, il faudrait que les travailleurs produisent des profits, et pour cela, l'État patron devrait imposer des baisses de salaire, des augmentations de cadence, des réductions d'effectif. On ne peut attendre de l'État qu'il protège les travailleurs, leurs conditions de vie et de travail. Ils n'auraient d'ailleurs pas plus de contrôle sur leur entreprise parce qu'elle appartiendrait à

l'État, comme peuvent en témoigner les travailleurs de la fonction publique.

Si une mesure s'impose dans cette société, ce n'est pas la nationalisation, mais l'expropriation des capitalistes sans indemnité ni rachat, en allant chercher l'argent dans les coffres-forts du grand patronat. Et les travailleurs ne pourront imposer leur droit à la vie, à des conditions de travail et de salaire acceptables, qu'en exerçant une pression constante dans ce sens, jusqu'au jour où ils seront en mesure d'exercer eux-mêmes le pouvoir.

**Camille Paglieri**

## SNCF – Orléans-Les Aubrais : une grève très suivie

**Le 10 juin, tous les services des cheminots de la gare d'Orléans-les Aubrais ont tenu à manifester leur colère. Les annonces du PDG de la SNCF, Castex, s'en prenant à cinq jours de repos et à la réglementation du temps de travail ont été l'élément déclencheur.**

Beaucoup de cheminots travaillent déjà en horaire décalé et de nombreux week-ends, et il n'est pas question pour eux de travailler même une journée supplémentaire ou de perdre un des rares week-end de repos qu'ils peuvent passer en famille ou avec leurs amis. Autre motif de colère, la SNCF a annoncé presque deux milliards de bénéfices alors que les salaires sont quasiment gelés et que les prix explosent. Pour de nombreux

cheminots qui doivent faire plusieurs dizaines de kilomètres par jour pour se rendre au travail avec des lieux d'embauche dispersés, cela ne passe pas.

Les suppressions de postes, le manque de moyens, le mépris de la direction et la multiplication des sanctions pour tenter de mettre au pas les cheminots ont aussi alimenté la colère. En gare des Aubrais, le 10 juin, la vente est donc restée fermée toute la journée et à l'accueil de la gare d'Orléans



Rassemblement à Saint-Pierre des Corps le 10 juin.

les chefs ont dû enfileur leur tenue pour renseigner les voyageurs. Chez les conducteurs, la grève a aussi été très suivie et de même chez les contrôleurs, à l'atelier de maintenance ou dans les postes d'aiguillage, des secteurs où beaucoup de jeunes embauchés se sont mis en grève pour la première fois.

Le rassemblement régional appelé par les syndicats à Saint-Pierre-des-Corps a regroupé 250 cheminots. Le repas en commun qui a suivi la manifestation a été l'occasion de nombreuses

discussions sur les perspectives à défendre pour les cheminots, mais aussi pour tous les travailleurs, qui subissent le même type d'attaques.

**Correspondant LO**

## Paris-Clermont, un naufrage programmé

**Le 15 juin, le train Intercités Paris-Clermont est arrivé à destination avec huit heures de retard.**

Peu avant Gien, dans le Loiret, la locomotive est tombée en panne. La tentative de dépannage à distance ayant échoué, il a fallu acheminer une locomotive de remplacement. Comme à chaque épisode similaire, les batteries de bord sont vite épuisées et les rames privées de climatisation en été, ou de chauffage en hiver, deviennent un enfer pour les voyageurs. Il a donc fallu évacuer les passagers de tous âges, et

les faire marcher à travers champs jusqu'à un restaurant local avant qu'ils ne retrouvent leurs rames.

Cette liaison fait partie, avec Lyon-Nantes et Paris-Bordeaux, du trio des lignes les plus sinistrées, cumulant retards ou annulations. Elles sont équipées de trains Corail vieux d'un demi-siècle.

Les climatisations tombent en panne dès que les températures montent, et en cas de forte chaleur la

SNCF supprime carrément les trains. Elle vient ainsi d'annoncer un «stop circulation» sur Paris-Clermont pour plusieurs trains à partir du 19 juin en raison de la canicule annoncée.

L'arrivée des nouvelles rames, baptisées Oxygène, a été programmée au compte-gouttes et avec des décennies de retard. Sans cesse reculée, elle devrait s'étaler entre fin 2027 et 2029. D'ici là, encore plus que les rames, ce sont les voyageurs qui seront à bout de souffle.

**Christian Bernac**

## Région Hauts-de-France : abus de précarité

La région des Hauts-de-France a décidé de ne pas prolonger jusqu'à la fin de l'année scolaire les emplois des contractuelles qui s'occupent de l'entretien des locaux ou de la cantine. Elle affirme ne pas en avoir les moyens !

Depuis donc un mois ou deux, il y a un manque de personnel et ceux qui restent doivent assurer l'ensemble des tâches, qui ne diminuent pas en fin d'année scolaire, même si les lycées se vident. Il faut préparer les salles pour les examens et nettoyer à fond les locaux et des internats.

Les contractuelles

seront donc plus longtemps au chômage sans même avoir de garantie pour septembre. Or il leur faut déjà attendre au minimum six ans pour avoir la possibilité d'être en stage avant la titularisation. La CGT a calculé que près de 500 postes permanents ont disparu en huit ans sur la région. Le président des Hauts-de-France, Xavier Bertrand, s'était donné comme mission de faire baisser le chômage ! En attendant, il réussit à augmenter la précarité et imposer des plans sociaux qui ne disent pas leur nom.

**Inès Rabah**

## Iveco Bus – Annonay : exploitation sans transition

La « transition écologique » se traduit pour le groupe Iveco par des milliers de commandes de bus électriques ou à gaz. Depuis deux ans, il tente de doubler la production en dépensant le minimum, provoquant un chaos qu'il fait payer aux ouvriers.

L'usine Iveco d'Annonay en Ardèche a cent ans et certains bâtiments sont presque aussi vieux, avec leur toiture amiantée.

Il y a quelques mois, un adolescent, monté sur le toit de l'usine pendant un week-end, est passé à travers et est tombé de 12 mètres de haut. Personne ne sait aujourd'hui s'il est encore en vie, le groupe imposant le silence sur les affaires gênantes.

Il y a deux ans, l'usine a été réorganisée pour répondre aux commandes massives. Un millier d'intérimaires, sans formation ni investissements, sont rentrés dans les ateliers, doublant les effectifs ouvriers. Depuis, le nombre d'accidents a explosé : 250 ont été décomptés sur l'année 2025, dont 130 avec

hospitalisation. Un travailleur s'est retrouvé le bassin écrasé entre deux véhicules, un fenwick sans frein s'est renversé en éjectant son conducteur. Tous les deux ont été gravement blessés. Iveco produit plus d'accidents que de véhicules.

Du fait du manque de pièces et d'investissement, la production est loin des objectifs. Les véhicules sortent des lignes avec une centaine d'éléments manquants. Le parking industriel ressemble à une « casse » avec des bus où il manque des portes, des sièges, des éléments de carrosserie, des pièces moteur sans lesquelles ils ne peuvent démarrer. Certains sont stockés depuis plus d'un an, avec parfois de la moisissure sur les sièges à cause des infiltrations.

Mais la pression continue pour accélérer les cadences.

Iveco a aménagé des bâtiments pour la finition des véhicules. Plusieurs centaines de travailleurs doivent les rattraper avec parfois une visseuse pour cinq ouvriers. Même les vis sont manquantes, car le fournisseur arrête de livrer quand Iveco ne paie pas les factures. Un matin, les ouvriers d'un entrepôt sont restés bloqués devant la porte, cadenassée par le propriétaire du local qui exigeait le paiement du loyer.

Des travailleurs sont arrivés des quatre coins du monde en renfort, certains depuis les Philippines. Leurs 18 mois de contrat arrivent à terme. Beaucoup voudraient rester, et de nombreux autres travailleurs souhaitent aussi leur embauche, dans cette usine où ils sont indispensables et où des liens se sont tissés. Et pourtant ils vont être renvoyés chez eux.

La direction a durci les



BARBARA BAGLIN DI

Débrayage en juillet 2025.

sanctions pour faire marcher le personnel au pas. Le moindre faux-pas est prétexte à licenciement. Certains ont été licenciés alors qu'ils avaient moins d'un an d'embauche, mais aussi des anciens qui étaient à deux ou trois ans de la retraite. Après avoir sué du profit pendant trente ans à l'usine, ils se retrouvent sur le carreau.

Tout ce chaos a une seule cause : les actionnaires veulent empocher le magot des « bus écolos » sans

dépenser le moindre euro d'investissement. Iveco a été récemment revendu par la famille Agnelli à Tata Motors pour 4 milliards d'euros. Les carnets de commandes sont pleins. Les collectivités territoriales payent rubis sur l'ongle, et malgré les retards de livraison, le groupe aligne des centaines de millions de bénéficiaires. Chaos, irresponsabilité et exploitation éhontée, voilà qui résume l'organisation patronale.

Correspondant LO

## Toray Films : une réaction salubre

Le 5 juin, après plus d'un mois de grève, les ouvriers postés d'un secteur de l'usine de plastique Toray, à Saint-Maurice-de-Beynost près de Lyon, obtenaient une augmentation mensuelle de 45 euros, à reconduire les prochaines deux années et étendue à l'ensemble des salariés de l'usine.

Dans cette usine où les effectifs se sont réduits à moins de 400 salariés, la direction avait arrêté une ligne en 2024 et n'avait pas remplacé quelque 60 départs. Les machines vieillissent et, avec le manque de bras, les conditions de

travail se durcissent. Pour justifier cette dégradation, la direction prétend perdre des millions d'euros chaque année, se plaint de la concurrence et parle de faillite imminente. Elle a même osé bloquer les salaires pour 2026. L'explosion des

prix du carburant commençait à faire grincer dans les ateliers.

Début avril, les actionnaires basés au Japon annonçaient un projet inquiétant : l'éclatement du site de Saint-Maurice en trois entités. Le 28 avril, un premier rassemblement réunissant 70 personnes a permis de réfléchir tous ensemble sur cette annonce et de rappeler que, quelle que soit la finalité du projet, la meilleure garantie était d'imposer qu'aucun emploi, aucun droit ne soit remis en cause.

Immédiatement, la direction assurait que son but n'était pas de fermer, qu'elle s'engageait à maintenir tous les droits sociaux et était prête à signer un accord dans ce sens.

Au deuxième rassemblement, le 12 mai, les présents tenaient à rappeler qu'il ne faut jamais croire une promesse patronale. Puisque la direction prétend que son projet est un « nouvel avenir », alors le blocage des salaires devait sauter et il fallait reparler des

augmentations générales.

Quelques jours avant, 25 ouvriers postés de l'atelier Terphane avaient décidé de démarrer une grève totale arrêtant l'atelier et bloquant plusieurs commandes très urgentes. Fait notable, les contremaîtres étaient également grévistes et présents au piquet, ce qui en dit long sur le mécontentement accumulé.

Beaucoup de discussions ont eu lieu sur les dangers d'une grève sectorielle au moment où le patron veut justement diviser. Mais, au fil des jours, la détermination de ces 25 grévistes a forcé le respect et l'idée de s'y mettre tous, défendue par les délégués, a fait son chemin. Après deux semaines de grève totale, le patron a commencé à discuter. Chaque fois, un ou plusieurs grévistes étaient choisis pour participer au rendez-vous aux côtés des délégués.

Tous ont pu ainsi mesurer le mépris de la direction, ce qui a renforcé la colère. Sa proposition de

45 euros au vingtième jour a été refusée.

Lors de la quatrième semaine, un autre atelier a décidé de se réunir pour écrire ses revendications. Là aussi les contremaîtres étaient de la partie. C'est alors que le patron a tenté l'ultime chantage : « 45 euros, c'est le maximum ou je ferme l'atelier ». Réponse de l'assemblée des grévistes : « Ferme ton atelier, on ne veut pas bosser sous la menace. »

Son chantage ayant fait flop, la direction a dû revoir sa copie, étendre l'augmentation aux deux années prochaines, accorder les promotions en retard et discuter du paiement des jours de grève. Deux autres ateliers ayant enfin décidé de débrayer, elle a étendu une partie des mesures à toute l'usine.

Au final, cet épisode a montré des travailleurs bien décidés à contrer tous les coups bas que la direction prépare avec son projet... et que la lutte paie.

Correspondant LO



AMANDINE EYMES LE PROGRÈS

En grève, le 29 mai.

# Hôpital psychiatrique Saint-Égrève : **des bras, des lits!**

**Mardi 8 juin, une centaine de grévistes se sont retrouvés devant l'hôpital psychiatrique de Saint-Égrève près de Grenoble pour marquer leur refus du projet de la direction de réorganiser leur travail.**



Pour faire des économies de personnel (environ 48 équivalents temps plein selon la CGT), l'Agence régionale de santé (ARS) et la direction de l'hôpital veulent imposer des cycles de travail pouvant aller jusqu'à douze semaines, alors qu'aujourd'hui ils sont de quinze jours. Les conséquences seront multiples : jours de repos fixes des travailleurs remis en cause, RTT imposées, temps partiels modulables, jours fériés imposés, perte de sens

du travail... Le personnel serait ainsi en effectif minimal en permanence, avec des plannings instables, des équipes épuisées, donc des conditions de travail bien plus difficiles et pour les patients une qualité de soins dégradée.

Lors de ce rassemblement, plusieurs interventions demandant l'ouverture de lits se sont succédé, comme celle de ce médecin urgentiste déplorant la prise en charge exécutable des patients psychiatriques

par les Urgences et non par l'hôpital psy qui, faute de moyens, ne peut les accueillir. Elle déplorait leur abandon sur des brancards dans les couloirs, en proie à une détresse augmentée et à une dégradation de leur état.

Un autre médecin a expliqué que le directeur du centre hospitalier Alpes-Isère Saint-Égrève s'était récemment fait « remonter les bretelles » car il n'appliquait pas assez sérieusement la circulaire nommée *Efficiencie et performance* que Bayrou (alors Premier ministre) avait fait passer aux ARS, exigeant des économies drastiques. Depuis, ce directeur explique aux médecins qu'il faut prendre conscience de la « menace russe », donc qu'il faut mettre plus d'argent dans l'armement, donc gratter partout pour faire des économies, donc supprimer le système des congés fixes, trop onéreux.

Les grévistes se sont ensuite rendus en cortège à la mairie de Saint-Égrève, où ils ont été reçus par le maire, membre du conseil de surveillance de l'hôpital.

Après cette mobilisation, le mouvement doit continuer.

**Correspondant LO**

## Lidl : la culture du profit

Le 9 juin, le géant de la grande distribution Lidl a réuni 3 800 cadres à l'Accor Arena de Bercy à Paris, pour présenter la stratégie du groupe

La direction a accueilli les cadres d'un : « Si vous n'adhérez pas au projet, vous pouvez partir ». Précédemment, au mois de mai, Lidl avait signé un accord avec Paris La Défense Arena, la plus grande salle de spectacle couverte d'Europe. Ce partenariat, négocié à coups de millions d'euros, permettra à Lidl de devenir le « supermarché officiel » de la salle, de s'y afficher partout et d'intégrer les places de spectacles au programme fidélité de son application.

Dans sa communication, Lidl assure que grâce à ce partenariat, « 15 millions de Français ont désormais le pouvoir de vibrer plus fort ». Mais dans les entrepôts et les rayons ou derrière les caisses, c'est plutôt l'exaspération qui fait vibrer les travailleurs.

Lidl France fait partie du groupe Schwarz, dont le propriétaire, Dieter Schwarz, est le plus riche des capitalistes allemands, sa fortune frôle les 58 milliards d'euros. Mais pour les travailleurs, les salaires sont bas, la charge de travail est élevée à cause du sous-effectif et ils subissent le mépris permanent des cadres.

Alors que l'entreprise débourse des millions pour que son nom s'affiche en gros dans une salle de spectacle, la prime d'intéressement annuelle des salariés n'a cessé de baisser. Ses dérisoires 1 200 euros étaient déjà tombés à 800 euros l'an dernier, pour se résumer à 200 euros cette année ! Quant à la prime de participation, cela fait des années qu'elle n'existe plus. Pour les travailleurs, il n'y a vraiment rien à applaudir dans ce spectacle patronal.

**Correspondant LO**

## QUI SOMMES-NOUS?

### Lutte ouvrière

**Union communiste (trotskyste),  
membre de l'Union communiste internationaliste**

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

*Lutte ouvrière* est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : Anne-Laure Assayag, Nathalie Rossi, Stephen Goldberg. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 9 900 exemplaires. Impression : Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n°1029 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries Lyonnaises de presse) - Dépôt légal juin 2026.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

## Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de :

**Association de financement du parti Lutte ouvrière**, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante :  
**LUTTE OUVRIÈRE**  
BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX.

Merci d'indiquer lisiblement vos **nom, prénom et adresse**, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne

peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées.

L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



### Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière  Lutte de classe

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Ci-joint la somme de :  
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
Destination			
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

*Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.*

### Sur Internet

[www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)  
[www.union-communiste.org](http://www.union-communiste.org)  
[contact@lutte-ouvriere.org](mailto:contact@lutte-ouvriere.org)

**Vidéos** [www.lutte-ouvriere.org/multimedia](http://www.lutte-ouvriere.org/multimedia)  
**Audio-LO** [www.lutte-ouvriere-audio.org](http://www.lutte-ouvriere-audio.org)

# Mondial de football: racisme et exclusion

La FIFA, la Fédération internationale de football, présente la Coupe du monde 2026 comme « la plus grande, la plus inclusive » de son histoire, « rassemblant véritablement le continent et la planète autour du football ».

En réalité, les supporters de nombreux pays sont interdits d'entrée aux États-Unis, quand ce ne sont pas carrément leurs joueurs ou arbitres en raison de la paranoïa anti-migrants de l'administration nord-américaine. Ainsi, l'arbitre somalien Omar Artan, désigné arbitre de l'année par la Fédération africaine de football et sélectionné pour la Coupe du monde, a été interrogé onze heures à son arrivée à Miami puis placé en cellule de rétention. Il a été renvoyé sans explication alors qu'il avait un visa en règle, mais son pays fait partie de la liste des pays dont les citoyens sont interdits de voyage aux États-Unis.

L'équipe d'Iran, quant à elle, a été qualifiée pour la Coupe du monde dès mars 2025. En raison de la guerre déclenchée par Trump et Netanyahu, les dirigeants américains ont tout d'abord voulu lui interdire la participation à la Coupe, proposant, sans vergogne, de la remplacer par l'équipe d'Italie, déjà éliminée. Finalement, l'équipe iranienne a pu disputer son premier match à Los Angeles le

14 juin, mais en n'y arrivant que la veille et devant reprendre l'avion pour le Mexique le soir même, sans avoir le droit de rester sur le sol américain pour récupérer. Et onze membres de la délégation n'ont pu obtenir de visa.

Enfin, côté spectateurs, pour assister à un match, il ne suffit pas de réserver, au prix fort, un billet, il faut aussi disposer de la bonne nationalité. Contrairement à d'habitude, ni les États-Unis ni le Canada n'ont permis à

la FIFA de délivrer aux détenteurs de billets des documents de séjour temporaire.

La BBC a révélé que le taux de refus de visa pour les ressortissants de onze équipes qualifiées pour la Coupe du monde était supérieur à 40 %. Les habitants d'Haïti, d'Iran, du Sénégal et de la Côte d'Ivoire n'ont ainsi aucune chance de disposer d'un visa, même s'ils possèdent un billet. Les supporters de leurs équipes n'auront pas accès aux tribunes.

Autant dire que « la grande fête du football » se coupe du monde de ceux qui n'ont pas la bonne nationalité.

Christian Bernac



Omar Artan, le meilleur arbitre africain, refoulé du territoire américain.

## Pas de politique... sauf pour les puissants

Mercredi 10 juin, la Fédération internationale de football a demandé à l'équipe haïtienne, les Grenadiers, d'enlever de son maillot toute référence à la bataille de Vertières.

FOOT SPORT



Cette bataille de 1803 marque la capitulation des armées de Napoléon venues en Haïti pour rétablir l'esclavage. Les anciens esclaves, en révolte depuis 1791, s'étaient organisés en armées et avaient définitivement fait fuir les anciens maîtres pour construire la première république noire du monde.

Au Mondial, hymnes et drapeaux nationaux sont exaltés, y compris le drapeau français, étendard de la colonisation. Mais, pour la FIFA, cette référence, fondatrice de l'histoire d'Haïti, est trop politique ! Elle est surtout le rappel de la lutte des opprimés et c'est bien ce qui peut gêner les puissants aujourd'hui.

A.S.

## Mexique: manifestations à l'occasion de la Coupe

La Coupe du monde de football 2026, qui a lieu aux États-Unis, au Canada et au Mexique, a offert, dans ce dernier pays, l'occasion pour plusieurs mouvements sociaux de s'exprimer.



LA IZQUIERDA DIARIO

Manifestation des enseignants.

Parmi ceux qui se sont mobilisés, la Coordination nationale des travailleurs de l'éducation (CNTE), un important syndicat d'enseignants, a manifesté pendant plusieurs jours quotidiennement dans le centre de la capitale. Le nombre des manifestants a grossi au fil des jours et, le 2 juin, ils ont bloqué une partie de Mexico.

Quand, deux jours avant le début des festivités, des milliers de manifestants ont bloqué le principal accès au stade Azteca de Mexico, la présidente du pays, Claudia Sheinbaum, de centre gauche, a dénoncé une « provocation ». Même s'il n'y a pas eu de répression violente, des milliers de policiers ont été déployés aux abords du stade et des barrières en béton installées pour bloquer les manifestants.

La veille de l'ouverture du Mondial, des manifestants ont envahi le ministère de l'Éducation à Mexico, avant de tenir une réunion publique et de quitter les lieux, laissant le premier match se dérouler sans problème, l'équipe du Mexique battant même son adversaire 2 à 0. Mais la mobilisation continue, les enseignants font grève et manifestent, ayant de bonnes raisons de se mobiliser.

Les enseignants exigent non seulement l'augmentation des salaires mais aussi l'abrogation de la loi sur les retraites. Selon la propagande du gouvernement, les conditions des enseignants sont bonnes, mais il lui est plus difficile d'en dire autant de leurs retraites. Entre 1997 et 2007, les systèmes de

retraite par répartition ont été abandonnés au profit de la capitalisation, ce qui a accentué une situation déjà très inégalitaire. Le résultat est que 31 % des retraités ont une pension insuffisante, et que des millions d'autres n'ont rien. À cela, la présidence répond qu'y remédier coûterait trop cher.

D'autres mouvements ont eu lieu à quelques heures du début de la Coupe du monde. Des centaines de manifestants ont dénoncé le fléau des « personnes disparues ». Rassemblés dans le quartier du stade Azteca de Mexico, la plupart étaient des proches ou des membres de la famille de personnes tuées ou enlevées, le plus souvent par les hommes de main des cartels de la drogue.

Une manifestante, à la recherche depuis dix ans de son fils disparu dans la région de Veracruz, a dénoncé : « La présidente du Mexique Claudia Sheinbaum ne se soucie que du foot. Les disparitions s'enchaînent mais rien n'est fait », à propos de ce qui était un thème de campagne de l'actuelle présidente lors de sa campagne électorale.

Le pouvoir des multiples cartels de la drogue qui se partagent le pays est en soi un important problème mais la question adjacente des disparus est également préoccupante : selon les statistiques officielles, leur nombre serait de 130 000 et le fléau ravage le pays depuis deux décennies.

Les jeux du stade, aussi suivis soient-ils, ne pourront ni le faire pardonner, ni le faire oublier.

Jacques Fontenoy